



Elections européennes > situation des populations migrantes Roms

Depuis 2007, suite au dernier élargissement à 27 pays, les Roms sont devenus la première minorité de l'Union européenne.

Malgré l'accumulation impressionnante de rapports, résolutions, recommandations sur la nécessité d'une politique concertée et concrète en faveur de l'intégration des Roms, la réalité est toujours celle des préjugés et discriminations dans l'accès aux droits :

- **obstacles à l'accès aux soins et à l'assurance maladie**, ségrégation scolaire et refus d'inscriptions à l'école, discriminations à l'embauche et fermeture du marché du travail dans le cadre des mesures transitoires imposées aux ressortissants de la Roumanie et de la Bulgarie notamment en France,
- **conditions de logement indigne**, expulsions répétées ou ghettoïsation, politiques d'éloignement du territoire et de retour forcés dans leur pays d'origine des Roms migrants de la part de certains pays d'Europe occidentale.

Le CCFD-Terre solidaire, avec le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, la Fondation Abbé Pierre et le Secours catholique se sont donc associés afin d'interpeller les candidats en leur posant les questions suivantes :

- « Quels **dispositifs spécifiques** entendez-vous promouvoir pour permettre un contrôle de la mise en œuvre dans les Etats membres des résolutions et recommandations émanant des institutions européennes, qui invitent toutes à des **actions concrètes pour lutter contre les discriminations** spécifiques dont sont victimes les Roms ? »
- « Quelles mesures souhaitez-vous proposer pour **accélérer la mise en conformité des réglementations et législations nationales avec le droit communautaire** dans différents domaines, notamment lorsqu'il s'agit de dispositions qui vont à l'encontre des principes fondateurs de l'Union tels que l'égalité de traitement entre citoyens de l'Union européenne et la liberté de circulation des personnes ? »

Sur ces 2 points, le CCFD-Terre solidaire propose à chaque citoyen d'entrer en interaction avec les candidats à aux élections européennes, ceci afin de clarifier leurs positions.